



**Evaluation de la contribution des Petites et Moyennes
Entreprises au développement économique de l'Algérie : Etude
statistique sur la période 2002-2020.**

**Evaluation of the contribution of Small and Medium Enterprises
(SMEs) to the economic development of Algeria: Statistical study
on the period 2002-2020.**

Amar Amimer ^{1*},

Ramdane Kezzar ²

¹ Université de M'Sila (Algérie), amar.amimer@univ-msila.dz 

² Université de M'Sila (Algérie), ramdane.kezzar@univ-msila.dz 

Reçu le :07-05-2022	Accepté le : 06-06-2022
<p>Résumé : L'objectif de cette étude est de mesurer la contribution des PME créées au développement socioéconomique tant attendu et de comprendre la relation existante entre les PME et ce développement à travers l'analyse de la contribution de ces entreprises à la création d'emplois, aux exportations hors hydrocarbures et au produit intérieur brut. A cet effet, nous avons mené une étude statistique sur l'évolution des paramètres étudiés durant la période s'étalant de 2002 à 2020, ce qui nous a montré l'importance des PME, qui ont enregistré une évolution continue, dans la création des emplois et de la richesse illustrée par la part de la valeur ajoutée des PME dans le PIB. L'étude nous a montré, par ailleurs, la part des PME dans les exportations qui reste insignifiante ce qui témoigne de la dépendance de l'économie algérienne des exportations des hydrocarbures.</p> <p>Mots clés : Petites et Moyennes Entreprises ; Emploi ; Développement économique ; Valeur ajoutée. JEL Classification Codes : O11, E24, G32</p>	<p>Abstract: The goal of this study is to quantify the contribution of newly created small and medium-sized enterprises (SMEs) to expected socioeconomic development and to better understand the relationship between SMEs and that development through an analysis of their contribution to job creation, non-hydrocarbon exports, and gross domestic product. To this end, we conducted a statistical study on the evolution of the parameters studied during the period between 2002 and 2020, which showed us the importance of SMEs, which have recorded a continuous evolution, in the creation of jobs and wealth illustrated by the share of the added value of SMEs in the gross domestic product (GDP). The study showed us, moreover, that the share of SMEs in exports remains insignificant, which testifies to the dependence of the Algerian economy on hydrocarbon exports.</p> <p>Keywords: Small and medium-sized enterprises; Employment; Economic development; Value added JEL Classification Codes : O11, E24, G32</p>

* *Auteur correspondant.*

1. Introduction :

Ces dernières années, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) sont devenues la pierre angulaire de toute stratégie de développement socioéconomique entreprise et à entreprendre par les Etats, soit développés ou en voie de développement. Cet intérêt est justifié par la contribution positive des PME à la croissance par la création de la valeur ajoutée et à la création d'emplois dans un environnement marqué par une compétitivité accrue dans un contexte de mondialisation et de libéralisation des échanges commerciaux.

La croissance en Algérie a connu des transmutations et des stations comme toutes les autres économies mondiales, où elle s'est distinguée, après l'indépendance, en s'appuyant sur de grandes entreprises publiques et de grands groupes. Ceci a permis son implantation et son développement suite à la hausse du prix des hydrocarbures. Toutefois, les pouvoirs publics ont pris conscience de l'importance des PME après avoir subi une crise multidimensionnelle suite à la chute des prix des hydrocarbures en 1986 et à l'incapacité des grandes entreprises, à elles seules, d'assurer un développement économique et de créer la richesse attendue. En effet, on a assisté, dès le début des années 2000, à la création et à la mise en place de différents programmes visant l'encouragement et l'aide des PME. Une loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise a été promulguée (Loi n°01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME).) dès la fin de l'année 2001.

Cette loi prévoit, entre autres, des mesures de facilitation administrative au moment de la création d'entreprises, un Fonds de Garantie des prêts accordés par les banques aux PME et la promotion de la sous-traitance afin de densifier le tissu des PME. Une multitude de dispositifs d'appui ont été également créés par la suite afin de booster ces entreprises. On distingue (ABDELLAH, 2021) : Les organismes

publics à caractère administratif et consultatif ou informationnel (Agence Nationale de Développement de l'Investissement ANDI-PME, Conseil national consultatif des PME, les directions régionales de PME, le conseil national de la sous-traitance) ; Les organismes à caractère commercial pour la prise en charge et la mise en œuvre des avantages financiers, fiscaux, parafiscaux et administratifs (Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes ANSEJ, Caisse Nationale d'Assurance Chômage CNAC, Agence Nationale de Développement de l'Investissement ANDI, Agence nationale de gestion du Micro-crédit ANGEM) ; Fonds de garantie des crédits aux PME-FGAR, La caisse de garantie du crédit d'investissement CGCI- PME, les Fonds de garantie de crédits spécifiques et les fonds d'investissement de wilayas.

En 2017, de nouvelles mesures de soutien à la promotion et au développement des PME et de l'entrepreneuriat ont été instaurées par la promulgation d'une nouvelle loi d'orientation sur le développement de la petite et moyenne entreprise (Loi n°17-02 du 10 janvier 2017, portant loi d'orientation sur le développement de la petite et moyenne entreprise (PME)).

Problématique

La progression des PME en Algérie devait permettre un développement économique satisfaisant en termes de création de postes d'emploi et de richesse. La réalité et un nombre d'études académiques ont permis de constater que les résultats obtenus restent au-dessous des espérances des concepteurs des réformes et de la population. L'objectif de cette étude est de mesurer la contribution des PME créées au développement économique tant attendu et de comprendre la relation existante entre les PME et ce développement.

A la lumière de ce qui précède, la question centrale à laquelle nous tenterons d'apporter quelques éléments de réponse est : **Quel est le rôle des petites et moyennes entreprises dans la réalisation du développement économique en Algérie ?**

Evaluation de la contribution des Petites et Moyennes Entreprises au développement économique de l'Algérie...

De cette question centrale découlent les questions subsidiaires suivantes :

1. Que signifie le concept de PME ?
2. Quel est l'effet de la transition à l'économie de marché sur l'apparition et l'évolution des PME en Algérie ?
3. Quelles est la contribution des PME au développement économique en termes d'emplois, d'exportations hors hydrocarbures et de création de richesse ?

Pour répondre à la problématique, nous avons posé les hypothèses suivantes :

- Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle important dans la réalisation du développement économique en tant que principal moteur ;
- Les réformes économiques engagée par l'Algérie ces dernières décennies sont basées sur les PME, ce qui a contribué à leur augmentation continue.
- Suite aux transformations économiques que traverse l'Algérie, un intérêt accru pour les PME est constaté car elles constituent un vecteur non négligeable du développement.

2. Études précédentes

Des études abondantes ont été réalisées ces dernières années portant sur la relation existante entre les PME, marché du travail, et la croissance. A titre non exhaustif, nous citons :

- **L'étude de SI LEKHAL Karim, KORICHI Youcef et GABOUSSA Ali (2013)** intitulée : « les PME en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives ». L'étude porte sur

l'analyse de certains éléments essentiels à la compréhension de la position des PME algériennes dans l'économie nationale. Les auteurs ont mis l'accent sur l'apport de ces entreprises à la création de l'emploi, à cerner les caractéristiques et les obstacles que rencontrent ces dernières à travers l'énumération et l'analyse des différents programmes et mesures dédiés à la promotion et au développement des PME. (SILEKHAL, GABOUSSA, & KORICHI, 2013)

- **L'étude de NAOUI Nouredine (2016) :** Dans son papier, l'auteur a étudié les différentes étapes de développement des petites et moyennes entreprises depuis 1963 à 2012. Il a mis l'accent sur les mécanismes de financement, la création d'emplois et les problèmes rencontrés dans leurs évolutions.

D'après les résultats de l'étude, l'auteur affirme que le secteur des PME en Algérie connaît une dynamique d'évolution positive en termes de nombre d'entreprises d'une année à une autre. La difficulté rencontrée réside dans le financement de ses entreprises où l'Etat a mis en place un arsenal d'institutions publiques pour assurer le lancement et le maintien en vie de ces entreprises. (NAOUI, 2016)

- **L'étude de DJORFI Zakaria et de RAHMANI Moussa (2019) :** Ses auteurs se sont intéressés à l'évaluation des effets de la multiplication des PME sur l'emploi et à connaître le nombre des postes d'emploi à créer à l'avenir à travers une étude économétrique standard sur la période allant de 2000 à 2018. Cette étude a révélé une nette amélioration de la situation de l'emploi et une baisse significative du taux de chômage. (DJORFI & RAHMANI, 2019)
- **L'étude de ABDELLAH Redouane (2021) :** L'auteur s'est intéressé dans cette étude à l'évaluation de l'efficacité de la

stratégie de l'Etat dans la promotion de la PME et de l'entrepreneuriat. Les différents dispositifs, ont permis de réaliser des progrès très appréciables en matière de création d'entreprises où le nombre des PME à plus que triplé entre 2003 et 2019, passant de moins de 300 000 à près de 1,2 million, soit une évolution moyenne d'environ 8% par an. L'auteur affirme, par ailleurs, que l'efficacité de l'effort de l'Etat, à travers la densification du tissu des PME, est limitée. Il suggère une révision des différentes mesures d'encouragement à la PME et à l'entrepreneuriat (amélioration de l'environnement institutionnel, allègement de la pression fiscale, réduction des coûts de préinvestissement, ... etc.) dans le sens de l'amélioration de leur efficacité dans la prise en charge des attentes des porteurs de projets. (ABDELLAH, 2021)

3. Concept de petites et moyennes entreprises (PME)

Il semble au chercheur qu'il est facile de définir les PME, mais en réalité, il ne l'est pas car les PME sont plus faciles à décrire qu'à définir (BOUYAKOUB & BENCHIKH, 2020). Cela est dû à la différence et à la disparité d'activité économique d'une entreprise à une autre et aussi à la différence entre le degré de croissance économique et la place de ces entités dans les politiques de développement des pays. En effet, Il existe de nombreux critères selon lesquels ce concept est défini. Les critères quantitatifs sont les plus couramment utilisés. Leur but est de déterminer la taille (petite ou grande) de chaque entreprise. Il existe également des critères qualitatifs pour expliquer la nature de chaque organisation.

Des études ont montré qu'il y a plus de cinquante définitions des PME. De nombreux pays n'ont pas de définition officielle pour ce type d'entreprise. La définition est soit approuvée par un texte juridique comme en Algérie, soit par une définition administrative comme en Allemagne. D'autres définitions sont approuvées par les organisations

internationales. Dans ce qui suit, nous exposerons quelques-unes de ces définitions.

3.1 Définition de la commission européenne des PME

L'UE définit le concept de PME, toute entité respectant le principe d'autonomie (Un pourcentage de contrôle par une autre société inférieur à 25%). D'après l'(Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), 2000), la commission de l'UE a divisé les PME en trois catégories distinctes :

- Les très petites entreprises employant moins de 10 travailleurs ;
- Les petites entreprises employant moins de 50 salariés avec la réalisation d'un chiffre d'affaires de moins de 07 millions euros et un budget technique de moins de 05 millions d'euros ;
- Les moyennes entreprises ayant plus de 250 salariés avec un chiffre d'affaires ne dépassant pas 40 millions d'euros et ne dépend d'aucune autre société. Son budget technique ne dépasse pas 27 millions euros.

3.2 Définition du Comité des Nations Unies

Le Comité des Nations Unies sur les PME définit ces dernières comme suit :

Dans les pays en développement :

- de 19 à 15 travailleurs : petite entreprise ;
- 20 à 90 travailleurs : entreprise moyenne ;
- plus de 100 travailleurs : grande entreprise.

Dans pays industrialisés :

- De 05 à 99 travailleurs : petite entreprise ;

Evaluation de la contribution des Petites et Moyennes Entreprises au développement économique de l'Algérie...

- À partir de 100-499 travailleurs : moyenne entreprise ;
- plus de 500 travailleurs : grande entreprise.

3.3. Définition du législateur algérien

Les PME sont définies en Algérie dans l'article 04 de la loi n°01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME) comme suit : « La PME est définie, quelque soit son statut juridique, comme étant une entreprise de production de biens et/ou de services :

- employant de 01 à 250 personnes ;
- dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 02 milliards de Dinars ou dont le total du bilan n'excède pas 500 millions de Dinars ;
- et qui respecte les critères d'indépendance »

4. PME algériennes et développement économique

4.1 Classification des PME en Algérie

Le législateur algérien a fondé la classification des PME sur trois critères : le nombre de travailleurs, le chiffre d'affaires, et le total des actifs, qui sont des critères retenus par de nombreux pays dans le monde. Le tableau n°01 illustre cette classification.

Table 1. Classification des petites et moyennes entreprises selon la législation algérienne.

Structure organisationnelle	Nombre d'employés	Chiffre d'affaires	Total de l'actif
Micro-entreprise (Très Petite Entreprise (TPE))	01-09	Moins de 20 millions de dinars	Ne dépassant pas 10 millions de dinars
Petite entreprise	10-49	Moins de 200 millions de dinars	Moins de 100 millions de dinars
Moyenne entreprise	50-250	A partir de 200 millions dinars - 02 milliards dinars	100-500 millions de dinars

Source : établi par les auteurs en se basant sur la loi n°01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME), articles : 05, 06,07.

4.2 Etapes de développement des PME en Algérie depuis l'indépendance

Le développement des PME en Algérie est passé par trois étapes (MERZOUK, 2009) :

- **La première étape (1963-1982) :** Cette période était caractérisée par le choix des pouvoirs publics de l'économie administrée qui se repose sur le contrôle par l'Etat des forces économiques de développement et donne la primauté au secteur public sur le secteur privé. Cette situation a marginalisé le rôle des PME. Le développement du secteur privé est resté limité en marge des plans nationaux et encadré par la loi sur l'investissement de l'année 1966.

- **La deuxième étape (1982-1988) :** Cette période a vu la promulgation, en 1982, de la loi sur l'investissement où une timide ouverture sur le secteur privé a été constatée. En effet, le secteur privé, pour la première fois, a joué un rôle limité dans la réalisation des objectifs nationaux de développement du fait du plafonnement des investissements ce qui a conduit à canaliser une partie de l'épargne privée vers des dépenses improductives ou spéculatives.

Evaluation de la contribution des Petites et Moyennes Entreprises au développement économique de l'Algérie...

- **La troisième étape (à partir de 1988) :** En raison des résultats négatifs obtenus dans divers secteurs suite à l'application de l'économie administrée depuis l'indépendance du pays, l'économie de marché a été choisie comme option alternative. A cet effet, plusieurs lois favorisant cette dernière ont été promulguées :

- La loi sur la monnaie et le crédit a été promulguée le 14 avril 1990, consacrant le principe de la liberté des investissements étrangers et l'encouragement de toutes les formes de partenariat, guidant l'action des banques et redéfinissant le rôle de la Banque centrale ;

- La loi sur la promotion des investissements a été promulguée le 10/05/1993 pour renforcer la volonté de libéralisation de l'économie, qui stipulait l'égalité entre les investisseurs nationaux et étrangers devant la loi, le droit d'investir librement, la création d'une Agence d'Appui et de Suivi des Investissements (APSI) ;

- L'ordonnance n°01-03 de 2001 relative au développement de l'investissement et la loi directive pour la promotion des petites et moyennes entreprises a été promulguée le 12/12/2001, qui vise à améliorer l'environnement des petites et moyennes entreprises.

- La loi n°17-02 du 10 janvier 2017, portant loi d'orientation sur le développement de la petite et moyenne entreprise . Cette dernière redéfinit la PME et instaure des régimes fiscaux adaptés, des facilités d'accès au foncier industriel et aux instruments et services financiers. Également, elle a prévu un fonds d'amorçage pour l'encouragement de la création des start-up innovantes et le développement des groupements et de coopération des PME.

4.3. Mesure et analyse de la relation entre les PME et le développement économique en Algérie

4.3.1. Evolution des PME

Avant d'analyser la contribution des PME au développement économique, il y a lieu d'analyser, au préalable, l'évolution de ces dernières dans le temps. En effet, le secteur des PME a connu une évolution et des progrès très appréciables dans les deux dernières décennies suite aux efforts de l'Etat (DRIDICHE, 2018). Les données du tableau n°02 illustre cette évolution.

Table 2. Evolution et progression des PME en Algérie de 2002 à 2020

Année	Nature de l'entreprise				Taux de variation			
	Privé	Publique	Artisanat	Total	Privé	Publique	Artisanat	Total
2002	189 562	778	71 523	261 863	-	-	-	-
2003	207 949	778	79 850	288 587	9,70%	0,00%	11,64%	10,21%
2004	225 449	778	86 732	312 959	8,42%	0,00%	8,62%	8,45%
2005	245 842	874	96 072	342 788	9,05%	12,34%	10,77%	9,53%
2006	269 806	739	106 222	376 767	9,75%	-15,45%	10,56%	9,91%
2007	293 946	666	116 347	410 959	8,95%	-9,88%	9,53%	9,08%
2008	392 013	626	126 887	519 526	33,36%	-6,01%	9,06%	26,42%
2009	455 398	591	169 080	625 069	16,17%	-5,59%	33,25%	20,32%
2010	482 892	557	135 623	619 072	6,04%	-5,75%	-19,79%	-0,96%
2011	511 856	572	146 881	659 309	6,00%	2,69%	8,30%	6,50%
2012	550 511	557	160 764	711 832	7,55%	-2,62%	9,45%	7,97%
2013	601 583	557	175 676	777 816	9,28%	0,00%	9,28%	9,27%
2014	656 949	542	194 562	852 053	9,20%	-2,69%	10,75%	9,54%
2015	700 739	532	233 298	934 569	6,67%	-1,85%	19,91%	9,68%
2016	786 989	390	235 242	1 022 621	12,31%	-26,69%	0,83%	9,42%
2017	831 914	267	242 322	1 074 503	5,71%	-46,07%	3,00%	5,07%
2018	880 950	261	260 652	1 141 863	5,89%	-2,25%	7,56%	6,27%
2019	918 542	243	274 554	1 193 339	4,27%	-6,90%	5,33%	4,51%
2020	942 120	229	288 724	1 231 073	2,57%	-5,76%	5,16%	3,16%

Source : Etabli par les auteurs d'après les données du (Ministère de l'industrie et des mines : Bulletins d'informations statistiques de la PME (2002 à 2020).)

Le nombre des PME a connu une augmentation continue très importantes passant de 261 863 entreprises en 2002 à 1 231 073 entreprises fin 2020, soit une variation de 370,12%. Cette augmentation est due principalement à l'augmentation soutenue des entreprises

Evaluation de la contribution des Petites et Moyennes Entreprises au développement économique de l'Algérie...

privées passant de 189 562 entreprises en 2002 à 942 120 en 2020. L'augmentation la plus importante a été enregistrée durant les années 2008 et 2009 à cause du changement de la méthode de calcul de l'effectif des PME. A partir de l'année 2008, les personnes physiques (fonctions libérales) ont été prises en considération. Cette évolution est due le résultat des réformes économiques que l'Etat a entrepris dans ce secteur depuis la moitié des années 1990. Elle est liée à la mise en place des différents organismes d'aide à la création d'entreprises tels que la CNAC, l'ANSEJ et l'ANGEM (KADI, 2017).

Contrairement aux PME privées, celles du secteur public ont enregistré une relative stagnation de 2002 à 2004 où leur nombre était fixé à 778 entreprises puis une légère augmentation en 2005 suite aux restructurations de certaines entreprises et leur réorganisation afin de faciliter leur privatisation. A partir de cette date, leur nombre a connu une diminution pour atteindre les 229 entreprises en 2020.

L'analyse détaillée de l'évolution des PME privées par secteur d'activité montre clairement une concentration de ces dernières dans le secteur des services (environ la moitié), suivi par le secteur BTPH (environ un tiers). La part des services a, en effet, enregistré une augmentation passant de 45,88% en 2006 à 54,15% en 2018. Celle du BTPH a diminué passant de 33,62% en 2006 à 28,77% en 2018 avec une diminution significative en 2016 (17,10%).

Par ailleurs, L'analyse de l'évolution des PME en terme géographique nous montre une disparité de répartition entre le nord, les hauts plateaux et le sud. Cette disparité est expliquée par la concentration de la population, l'existence des services, le foncier et le climat. Environ 70% des PME sont localisées au nord du pays, environ 20% dans les hauts plateaux contre seulement environ 10% au sud et ce malgré les différentes facilitations octroyées par les pouvoirs publics pour les régions hauts plateaux et sud. Ce constat nous amène à affirmer que les PME en Algérie n'assurent pas l'équilibre entre les différentes régions du pays.

4.3.2. Contribution des PME à la création des emplois

Les PME sont considérées des piliers de réduction de pauvreté et de création d'emploi. Le tableau n°03 décrit l'évolution des postes d'emploi déclarés selon la nature de la PME de 2002 à 2020.

Table 3. Postes d'emploi déclarées selon la nature des PME de 2002 à 2020.

Année	Nature de l'entreprise				Taux de variation			
	Privée	Publique	Artisanat	Total	Privée	Publique	Artisanat	Total
2002	538 055	121 504	71 523	731 082	-	-	-	-
2003	550 386	74 764	79 850	705 000	2,3	- 38,5	11,6	- 3,6
2004	592 758	71 826	173 920	838 504	7,7	- 3,9	117,8	18,9
2005	888 829	76 283	192 744	1 157 856	50	6,2	10,8	38,1
2006	977 942	61 661	213 044	1 252 647	10	- 19,2	10,5	8,2
2007	1 064 983	57 146	233 270	1 355 399	8,9	- 7,3	9,5	8,2
2008	1 233 073	52 786	254 350	1 540 209	1,8	- 7,6	9,0	13,6
2009	1 274 465	51 149	324 170	1 649 784	3,4	- 3,0	27,4	7,1
2010	1 577 030	48 656	-	1 625 686	23,7	- 4,9	-	- 1,5
2011	1 676 111	48 086	-	1 724 197	6,3	- 1,2	-	6,1
2012	1 728 046	48 415	-	1 776 461	7,4	- 1,5	-	7,2
2013	1 953 636	48 256	-	2 001 892	13,1	-0,3	-	12,7
2014	2 110 665	46 567	-	2 157 232	8	-3,5	-	7,8
2015	2 327 293	43 727	-	2 371 020	10,3	-6,1	-	9,9
2016	2 511 674	29 024	-	2 540 698	7,9	- 33,6	-	7,2
2017	2 632 018	23 452	-	2 655 470	4,8	- 19,2	-	4,5
2018	2 702 067	22 197	-	2 724 264	2,7	-5,35	-	2,6
2019	2 864 566	21 085	-	2 885 651	6,0	-5,0	-	5,9
2020	2 968 618	20 898	-	2 989 516	3,6	-0,9	-	3,6

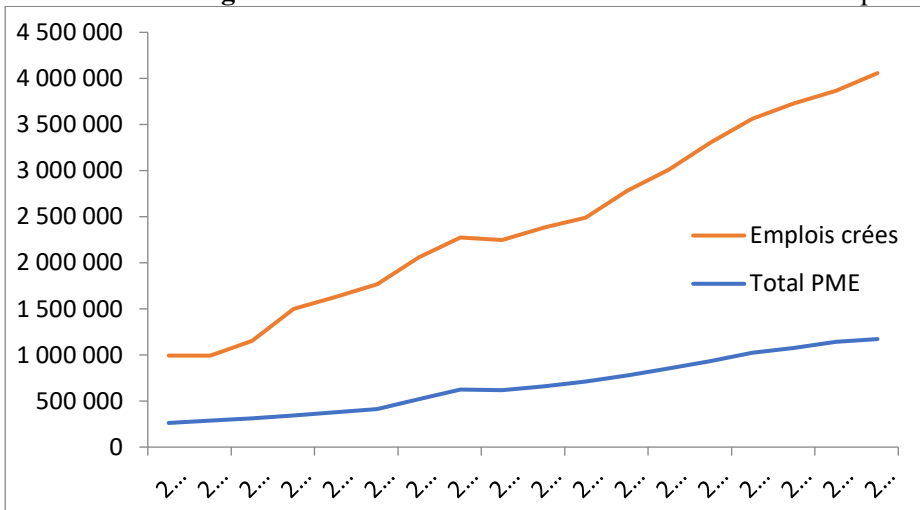
Source : Etabli par les auteurs d'après les données du Ministère de l'industrie et des mines et des bulletins d'informations statistiques de la PME (2002 à 2020).

La lecture du tableau n°03 met en évidence l'augmentation permanente des postes d'emploi créés par les PME de 2002 à 2020. Nous constatons que cette augmentation est enregistrée par le secteur privé et le secteur de l'artisanat. En effet, en 2004, les PME ont créé 838 504 postes d'emploi avec une augmentation de 18,9% par rapport à 2003 (cette augmentation est due au secteur de l'artisanat qui a connu une augmentation des postes d'emploi de 117,8%). Les postes créés ont passé à 1 157 856 postes en 2005 et à 2 989 516 postes en 2020.

Evaluation de la contribution des Petites et Moyennes Entreprises au développement économique de l'Algérie...

L'évolution constatée des emplois créés par les PME est plus que proportionnelle à l'augmentation de la population des PME comme illustré par le graphe n°01.

Fig.1. Relation entre évolution des PME et création d'emploi.



Source : Etabli par les auteurs sur la base des données des tableaux n°03 et 04.

L'analyse de la contribution des emplois créés par les PME à l'emploi total est reportée dans le tableau n°04 ci-après.

Table 4. Participation des PME à l'emploi en Algérie de 2002 à 2020.

Année	Total d'emploi	L'emploi des PME	Taux des emplois créés par les PME
2002	6 229 000	731 082	11,74
2003	6 684 000	705 000	10,54
2004	7 798 000	838 504	10,75
2005	8 045 000	1 157 856	14,39
2006	8 869 000	1 252 647	14,12
2007	8 594 000	1 355 399	15,77
2008	9 145 000	1 540 209	16,84
2009	9 472 000	1 649 784	16,32
2010	9 735 000	1 625 686	16,69
2011	9 599 000	1 724 197	17,96
2012	10 170 000	1 776 461	18,17
2013	10 788 000	2 001 892	18,56
2014	10 239 000	2 157 232	21,07
2015	10 594 000	2 371 020	22,38
2016	10 845 000	2 540 698	23,43
2017	11 394 842	2 655 470	23,30
2018	12 109 298	2 724 264	22,50
2019	12 427 773	2 885 651	23,22
2020	12 655 201	2 989 516	23,60

Source : Etabli sur la base des bulletins statistiques du ministère de l'industrie et des mines de 2002 à 2020 et des données de l'ONS.

Les données du tableau n°04 montrent que le nombre de la population active en Algérie a connu une augmentation de 103% entre 2002 et 2020. Les emplois créés par les PME ont connu, pour leur part et pour la même période, une évolution de presque 310%. Cette évolution apparaît clairement dans la part des emplois créés par les PME dans l'emploi total qui a passé de 11,74% en 2002 à 23,60% en 2020. L'explication de cette situation se trouve dans l'évolution des emplois créés par les PME et l'évolution du nombre de PME créés durant cette période ce qui témoigne de l'importance des PME dans la

Evaluation de la contribution des Petites et Moyennes Entreprises au développement économique de l'Algérie...

création des emplois et la baisse du taux de chômage de 2002 à 2020 qui a passé de 25,9% à 12,83%.

4.3.3. Contribution des PME aux exportations hors hydrocarbures

L'exportation est considérée comme un important moyen de croissance et un indicateur fiable et capital de compétitivité des entreprises. En effet, les PME jouent un rôle non négligeable dans la promotion des exportations et exercent un impact significatif sur le développement. En Algérie, en dépit de tous les efforts consentis par l'Etat afin de promouvoir les PME, la part des exportations hors hydrocarbures reste insignifiante du fait du caractère rentier de l'économie algérienne. En effet, les exportations d'hydrocarbures restent et demeurent prépondérantes dans le total des exportations comme l'illustre le tableau n°05.

Table 5. Evolution de la part des exportations des PME

Unité :

Millions de dollars US

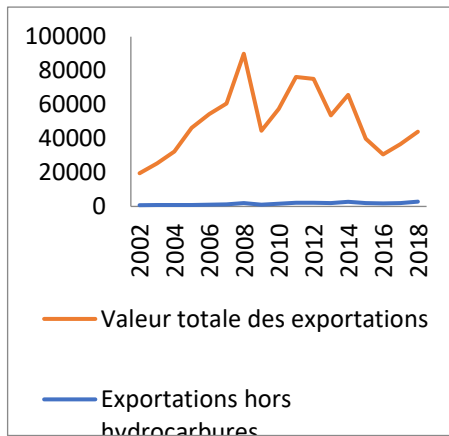
Année	Valeur totale des exportations	Exportations hors hydrocarbures	Part dans le total des exportations	Importations
2002	18 820	734	3,9 %	12 009
2003	24 612	763	3,1 %	13 535
2004	31 520	788	2,5 %	18 199
2005	45 350	907	2,0 %	20 357
2006	53 300	1 066	2,0 %	21 005
2007	59 500	1 190	2,0 %	27 430
2008	88 045	1 937	2,2 %	39 479
2009	43 625	1 047	2,4 %	39 103
2010	55 827	1 619	2,9 %	40 212
2011	74 103	2 149	2,9 %	46 453
2012	72 900	2 187	3,0 %	46 801
2013	51 641	2 014	3,9 %	55 028
2014	62 886	2 810	4,5 %	58 580
2015	37 787	2 063	5,46 %	51 501
2016	28 883	1 779	6,16 %	46 727
2017	34 763	1 898	5,46 %	45 957
2018	41 168	2 828	6,87 %	46 197

Source : Calculs des auteurs sur la base des bulletins statistiques du ministère de l'industrie et des mines de 2002 à 2018.

La lecture du tableau n°05 nous montre qu'à partir de 2014, la part des exportations hors hydrocarbures a connu une légère augmentation pour atteindre en 2018 la part de 6,87% qui reste toujours insuffisante.

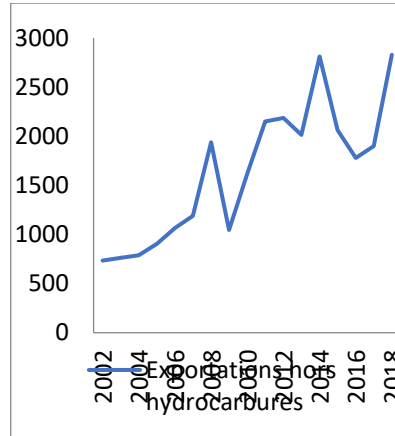
Les graphes n°02 et n°03 illustrent parfaitement cette évolution. En effet, nous observons une même tendance d'évolution des exportations totales et des exportations hors hydrocarbures. Le graphe n°02 montre également la part insignifiante des exportations hors hydrocarbures.

Fig.2. Evolution des exportations 2002-2018



Source : Etabli par les auteurs sur la base données du tableau n°05

Fig.3. Evolution des exportations HH 2002-2018



Source : Etabli par les auteurs sur la base des données du tableau n°05.

4.3.4. Contribution des PME au PIB

Afin d'appréhender le rendement des entreprises dans une économie, l'indicateur valeur ajoutée est privilégié afin de mesurer la contribution de ces entreprises au privilégié Produit Intérieur Brut (PIB). La valeur ajoutée à l'échelle nationale est représentée par le PIB. En effet, Les PME contribuent fortement à la création de la valeur

Evaluation de la contribution des Petites et Moyennes Entreprises au développement économique de l'Algérie...

ajoutée, qui est un indicateur qui mesure la production créée et vendue par une entreprise (HASAINE & BADRI, 2021).

En Algérie, La valeur ajoutée hors hydrocarbures (représentée par la valeur ajoutée générée par les PME) a connu un privilégie croissance continue de 2002 à 2019. Elle a passée de 2184,1 milliards de dinars en 2002 à 11 540,6 milliards en 2019, soit une augmentation d'environ 430%. La contribution au PIB total du pays oscille entre 38 et 57% durant la période de l'étude (Tableau n°06).

Table 6. Evolution de la contribution des PME au PIB

Année	VA Hors hydrocarbone des PME (En milliard de DA)¹	PIB Total (En milliards de DA)²	Part des PME en % du PIB Total
2002	2184,1	4522,77	48,29
2003	2434,8	5252,32	46,36
2004	2745,4	6149,12	44,65
2005	3015,5	7561,98	39,88
2006	3444,11	8501,64	40,51
2007	3903,63	9352,89	41,74
2008	4237,92	11043,7	38,37
2009	4978,82	9968,02	49,95
2010	5509,21	11991,56	45,94
2011	6060,8	14588,97	41,54
2012	6606,4	16209,6	40,76
2013	7580,43	16647,92	45,53
2014	8526,58	17228,6	49,49
2015	9237,87	16712,67	55,27
2016	9943,92	17514,63	56,77
2017	10106,76	18876,17	53,54
2018	10886,62	20452,32	53,23
2019	11540,6	20428,34	56,49

Source : ¹ Bulletins statistiques du ministère de l'industrie et des mines 2002 à 2020.

² (ONS, « Rétrospective des comptes économiques de 1963 à 2019 », collections statistiques n°221/2021, Série E, statistiques économiques n°108, Aout 2021).

Les données du tableau n°06 montrent que la part de la valeur ajoutée créée par les PME dans le PIB est importante, ce qui témoigne de la place des PME dans la création des richesses. Cette évolution a connu une augmentation lente de 2002 à 2019 avec des baisses enregistrées entre 2004 et 2014. L'évolution s'explique par l'augmentation du nombre de PME privées durant la période de l'étude.

5. Conclusion

L'objectif de cette étude était de mettre en évidence la contribution des PME au développement économique de l'Algérie. L'importance croissante des PME dans le tissu productif dans les économies contemporaines a conduit les autorités publiques algériennes à mettre en place un vaste programme visant le développement et l'accompagnement de ces entités (RAHMANI & BENYAHIA-TAIBI, 2020).

Les résultats de l'étude montrent que le nombre des PME a connu une augmentation continue très importantes passant de 261 863 entreprises en 2002 à 1 231 073 entreprises fin 2020, soit une variation de 370,12%. Cette augmentation est due principalement à l'augmentation soutenue des entreprises privées passant de 189 562 entreprises en 2002 à 942 120 en 2020. Néanmoins, cette évolution n'est pas répartie équitablement entre les différentes régions du pays, ce qui nous permet d'affirmer que les PME en Algérie n'assurent pas l'équilibre régional et par voie de conséquences, un développement harmonieux. L'analyse détaillée de l'évolution des PME privées par secteur d'activité montre une concentration de ces dernière dans le secteur des services, suivi par le secteur BTPH ce qui explique la maigre contribution des PME à la création de richesses et aux exportations hors hydrocarbures.

Les emplois créés par les PME ont connu pour la même période une évolution de presque 310%. Cette évolution apparait clairement dans la part des emplois créés par les PME dans l'emploi total qui a passé de 11,74% en 2002 à 23,60% en 2020.

Evaluation de la contribution des Petites et Moyennes Entreprises au développement économique de l'Algérie...

En dépit de tous les efforts consentis par l'Etat afin de promouvoir les PME, la part des exportations hors hydrocarbures reste insignifiante du fait du caractère rentier de l'économie algérienne. En effet, les exportations d'hydrocarbures restent et demeurent prépondérantes dans le total des exportations. La part de la valeur ajoutée créée par les PME dans le PIB est importante, ce qui témoigne de la place des PME dans la création des richesses.

6. Bibliographie

- ABDELLAH, R. (2021, Mars). *La promotion de la PME et de l'entrepreneuriat en Algérie : deux décennies d'efforts pour quels résultats. Cahiers du MECAS*, pp. 242-253.
- BOUYAKOUB, L., & BENCHIKH, H. (2020). *Caractéristiques et spécificités des Petites et Moyennes Entreprises en Algérie. Revue algérienne d'économie et gestion*, pp. 204-229.
- DJORFI, Z., & RAHMANI, M. (2019). *Le rôle des PME dans la création des postes d'emploi : une étude économétrique sur la période 2000 – 2018. Revue des Sciences Economiques, de Gestion et des Sciences Commerciales*, pp. 66-76.
- DRIDICHE, A. (2018, Décembre). *Le rôle des petites et moyennes entreprises dans le développement de l'économie nationale : une étude statistique sur la période 2002-2016. Annales de l'Université d'Alger*, pp. 395-419.
- HASAINE, Y., & BADRI, A. (2021). *L'impact des réformes économiques sur la croissance des PME en Algérie. revue Organisation et Travail*, pp. PP 156-173.
- KADI, M. (2017). *Quelle place pour la PME algérienne dans le processus du développement économique. revue des Sciences Economiques, de Gestion et des Sciences Commerciales*.
- Loi n°01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME).
- Loi n°01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME).

Loi n°17-02 du 10 janvier 2017, portant loi d'orientation sur le développement de la petite et moyenne entreprise (PME).

MERZOUK, F. (2009, Octobre). PME et compétitivité en Algérie. Revue Economie et Management , pp. 279-296.

Ministère de l'industrie et des mines : Bulletins d'informations statistiques de la PME (2002 à 2020).

NAOUI, N. (2016). المؤسسات تمويل في المتخصصة التمويل مؤسسات لدور تحليلية دراسة 2000-2013. للفترة الجزائر في والمتوسطة الصغيرة. Revue de Gestion et d'Economie , pp. 319-335.

ONS, « Rétrospective des comptes économiques de 1963 à 2019 », collections statistiques n°221/2021, Série E, statistiques économiques n°108, Aout 2021.

(2000). Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE).

RAHMANI, Y., & BENYAHIA-TAIBI, G. (2020). « Les PME privées ; Un levier pour le développement économique en Algérie . Journal of Economics and Management , PP.16-29.

SILEKHAL, K., GABOUSSA, A., & KORICHI, Y. (2013). Les PME en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives. Algerian Business Performance , pp. 29-49.